



Commune de Montredon-des-Corbières

## **ARRETE DE NUMEROTAGE - Rue de l'Amandière -**

**Le Maire de Montredon-des-Corbières,**

**Vu** les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-28 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article R. 650-5 du Code pénal qui prévoit que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1<sup>ère</sup> classe,

**Considérant** que le numérotage des immeubles constitue une mesure de police générale que seul le maire peut prescrire,

**Considérant** que dans les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des immeubles est exécuté pour la première fois à la charge de la commune,

### **ARRETE**

**Article 1 :**

Le numérotage des immeubles est assuré dans la commune conformément aux prescriptions du présent arrêté.

**Article 2 :**

Il est prescrit la numérotation suivante pour la rue de l'Amandière :

- Le numéro **38** est attribué à l'unité foncière cadastrée AW 48

**Article 3 :**

Le numérotage est matérialisé par l'apposition d'une plaque portant en chiffre arabes le numéro de l'immeuble. La plaque sera apposée de préférence sur la façade de chaque habitation, ou sur le mur de clôture à gauche de l'accès naturel et piétonnier, ou à défaut, sur la boîte aux lettres.

**Article 4 :**

Les frais de premier établissement et de renouvellement, pour cause de changement de série, du numérotage, sont à la charge du budget communal.

**Article 5 :**

Les frais d'entretien et de réfection du numérotage sont à la charge des propriétaires.

**Article 6 :**

Les propriétaires doivent veiller à ce que les numéros inscrits soient constamment nets et lisibles. Nul ne peut, à quelque titre que ce soit, faire obstacle à leur apposition, ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de ceux apposés.

**Article 7 :**

Aucun numérotage autre que celui prévu dans le présent arrêté n'est admis. Aucun changement ne peut être opéré, sauf sous autorisation et contrôle de l'autorité municipale.

**Article 8 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :**

Le présent arrêté sera adressé au Préfet de l'Aude, ainsi qu'au service du cadastre, et notifié aux intéressés.

Montredon-des-Corbières, le 30 OCT. 2023

Reçu en Préfecture le : 31 OCT. 2023

Publié le : 31 OCT. 2023



**Jean-Marc JANSANA**  
**Maire de Montredon-des-Corbières**

*Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du Code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.*